

Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques - Section de la Gironde

Mise en bière des services de la DGFIP à coup de suppressions d'emplois !

Depuis plusieurs années, Force Ouvrière a marqué son opposition à un processus de réorganisation de l'État qui s'inscrit dans une politique dogmatique de suppressions d'emplois préjudiciables au bon exercice des missions d'un service public républicain.

Il faut donc dénoncer la poursuite de cette logique destructrice incluse dans les orientations budgétaires du gouvernement.

Notre Ministre Eric WOERTH n'a pas hésité à déclarer à une télévision : « *Ne pas exclure d'aller au-delà des 34 000 suppressions de postes de fonctionnaires d'ores et déjà programmées pour 2010* » tout en ajoutant « *Il y aura un départ sur deux non remplacé à peu près dans tous les ministères, sauf certains ministères qui donneront plus que un sur deux, comme le mien, où 58% des départs à la retraite ne seront pas remplacés, et d'autres seront préservés* ».

⇒ Le plafond d'emploi 2010 attribué à la DGFIP est de 121 156 E.T.P.T contre 123 130 en 2009 !

F.O.-DGFIP condamne la politique des gouvernements successifs qui ont toujours considéré les effectifs du ministère comme une variable d'ajustement budgétaire toujours plus médiatisée à l'approche des échéances électorales.

⇒ Les missions nouvelles et les charges qui pèsent sur les services ne sont pas prises en compte !

F.O.-DGFIP constate que la charge de travail augmente et que si les missions traditionnelles sont officiellement réaffirmées, elles sont de plus en plus exercées dans des structures fusionnées : SIP, PRS, DLU, service unifié de la Fiscalité Directe Locale... Les agents de la DGFIP doivent donc faire face simultanément à deux contraintes : l'augmentation de la charge de travail et l'adaptation rapide à de nouvelles structures.

Le déploiement des nouveaux systèmes informatiques d'appropriation difficile (CHORUS, GAIA guichet, HELIOS...) occasionne des pertes de temps, une réorganisation problématique des chaînes de travail et des lenteurs qui ne sauraient être imputables aux agents.

⇒ Cette politique du « faire plus avec moins de moyens » est particulièrement intolérable !

La création de la Direction Générale des Finances Publiques est clairement « une réforme-restructuration » dont la finalité principale est de permettre la suppression en masse des emplois.

Les services de la DGFIP doivent disposer de moyens humains leur permettant d'assurer l'ensemble de leurs missions afin d'assurer la cohésion sociale par un service public de qualité basé sur les principes d'égalité, de neutralité et de responsabilité, tout particulièrement dans un contexte de crise économique et sociale.

⇒ Le constat des chiffres des suppressions d'emplois est accablant !

Chaque année, tant au plan national qu'en Gironde, plus de 2% du personnel est supprimé et ce, depuis 2000 : Cela correspond au niveau national, à l'ensemble des agents DGFIP de la taille d'un département de la Gironde dont le poste serait supprimé au 1^{er} janvier de chaque année. Au plan local, cela veut dire que l'hôtel des finances de Mérignac serait rayé de la carte chaque année !

Au titre de 2009, le nombre de suppressions d'emplois s'élève à 57 en Gironde dont 32 pour la filière fiscale et 25 pour la filière gestion publique.

⇒ FO DGFIP 33 exige l'arrêt immédiat de cette politique dévastatrice et irresponsable, aboutissant à une dégradation insupportable des conditions de travail et boycottera donc les CTP du 14 décembre !

*Venez dire **NON** aux suppressions et partager un verre de bière qui symbolisera la mise en bière de nos services,*

lundi 14/12 devant la Trésorerie Générale entre 12h et 14h.

Car n'oublions pas :

De même que l'abus d'alcool est dangereux pour la santé
L'abus des suppressions d'emplois l'est pour nos services!